

A S S E M B L É E N A T I O N A L E

X V ^e L É G I S L A T U R E

Compte rendu

Commission de la défense nationale et des forces armées

- Communication, ouverte à la presse, de membres d'une délégation s'étant rendue au Niger et au Mali 2
- Information relatives à la commission 16

Mercredi

31 octobre 2018

Séance de 9 heures 30

Compte rendu n° 17

SESSION ORDINAIRE DE 2018-2019

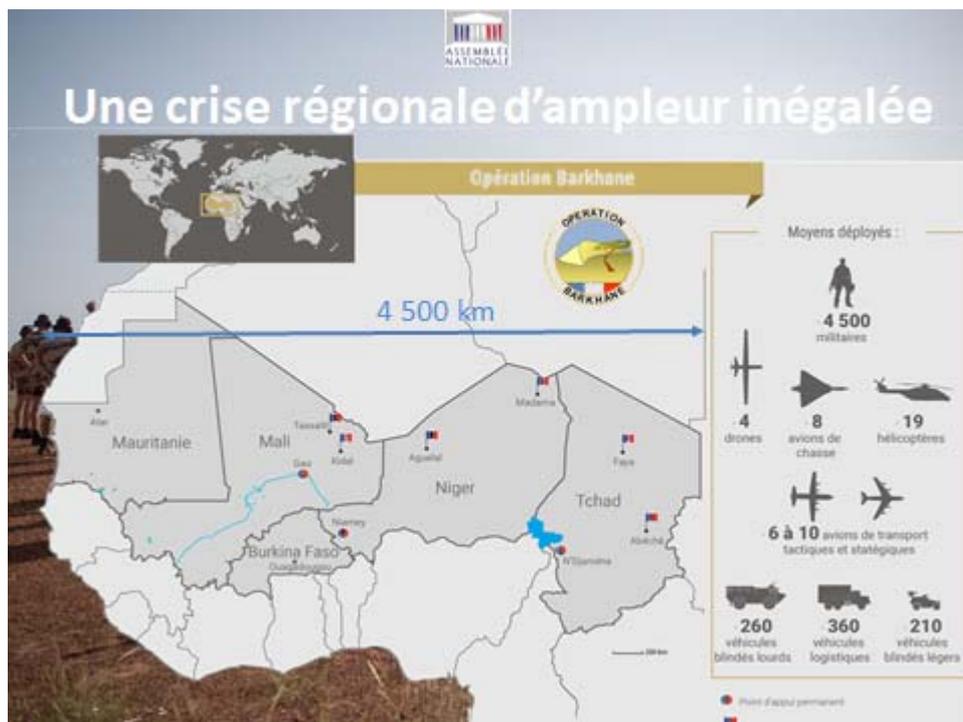
**Présidence de
M. Jean-Jacques Bridey,
*président***



La séance est ouverte à neuf heures trente.

M. le président Jean-Jacques Bridey. Mes chers collègues, l'ordre du jour concerne la communication d'une délégation s'étant rendue au Niger et au Mali, du 17 au 19 septembre. Comme je n'étais pas disponible, cette délégation a été conduite par M. Jean-Michel Jacques, vice-président de la commission. En outre, ont participé à cette mission, dans l'ordre alphabétique : MM. Louis Aliot, Philippe Chalumeau, Alexis Corbière, Yannick Favennec Becot, Claude de Ganay, Philippe Michel-Kleisbauer et Mme Patricia Mirallès. Je vous propose d'entendre le propos de Jean-Michel Jacques avant de prendre la parole chacun, à tour de rôle. Nous pourrons ensuite avoir un débat et vous poser des questions.

M. Jean-Michel Jacques. Merci, Monsieur le président. Effectivement, j'ai eu l'honneur de conduire une délégation pluraliste de notre commission pour une mission auprès des forces engagées dans la bande sahélo-saharienne. Plusieurs parlementaires de différents groupes étaient présents. Vous les avez déjà présentés, Monsieur le président. L'objectif de cette mission était de mieux appréhender les origines de la crise au Sahel et ses facteurs de résolution ; de visiter deux bases militaires françaises : une à Niamey et l'autre à Gao ; de rencontrer le chef des forces maliennes à Gao et nos homologues parlementaires à Niamey ; de mesurer les effets d'un environnement hors normes sur les hommes et les matériels ; de s'enquérir des améliorations à venir de la condition militaire à Niamey et à Gao.



Comme vous le voyez sur la carte, l'opération Barkhane est une opération régionale, qui répond à des enjeux transfrontaliers, caractérisée par une ampleur territoriale comparable à celle du continent européen et par un environnement désertique éprouvant pour les hommes et les femmes, ainsi que pour le matériel.

Nous avons rencontré trois ambassadeurs : Son Excellence Marcel Escure, ambassadeur de France au Niger, Son Excellence Jean-Marc Châtaignier, envoyé spécial pour

le Sahel, et Son Excellence Alain du Boispean, conseiller politique de l'envoyé spécial Sahel. D'après ces trois acteurs de la diplomatie française, les principaux facteurs de la crise au Sahel sont :

- 1.– l'immensité de ses territoires, qui sont mal contrôlés aujourd'hui ;
- 2.– une démographie galopante qui ronge les gains de développement possibles ;
- 3.– une pauvreté et un sous-développement qui nourrissent l'économie informelle, la corruption et fragilisent les institutions locales ;
- 4.– des tensions interethniques ;
- 5.– un djihad opportuniste, qui sert parfois de prétexte à des chefs de guerre locaux et à des trafiquants qui profitent de l'instabilité pour faire prospérer une économie parallèle.

Face à cette problématique, la réponse doit être globale et associer quatre aspects : un aspect militaire – la défense –, un aspect diplomatique et l'aide au développement, auxquels il faut ajouter la démocratie. Il faut favoriser dans ces différents pays une meilleure représentation de la population, des différentes ethnies, dans les instances locales, pour en accroître la légitimité.

La priorité de notre action militaire est de produire de la sécurité, pour favoriser la reconstruction d'États aujourd'hui contestés. Sans sécurité, il ne peut y avoir de développement. Il faut ainsi conduire plusieurs actions concomitantes, produire de la sécurité y compris dans les zones les plus reculées – et quand on voit la taille de ces pays, on comprend que cela n'a rien d'évident. Il faut contenir les menaces terroristes et savoir les neutraliser dès qu'elles se reconstituent.

En parallèle, la force Barkhane entreprend des actions civilo-militaires de différentes natures comme du génie civil, le forage de puits, l'aide médicale à la population, la fourniture de services vétérinaires, etc. Elle contribue aussi à la formation des armées de nos partenaires, lorsqu'ils en font la demande, pour qu'ils soient eux-mêmes plus efficaces sur le terrain.

Plusieurs points positifs méritent d'être soulignés. L'ensemble des députés présents a pu constater que la force Barkhane était respectée et acceptée. Plusieurs témoignages de nos partenaires africains l'ont confirmé : « On a besoin de vous », a-t-on souvent entendu. À ce jour, le Sahel est au cœur d'une dynamique positive qui associe de nombreux pays. Les renforts estoniens, allemands et britanniques répondent à de vrais besoins. La force du G5 Sahel attire des financements internationaux, gages d'une prise de conscience mondiale. Voilà pour les points positifs et les opportunités à saisir.

Nous avons tout de même identifié plusieurs points de vigilance. Le manque de capacités de transport tactique pour nos forces reste patent, en dépit du renfort bienvenu et très apprécié des *Chinook* britanniques. Par ailleurs, l'usure rapide des matériels engendre un flux logistique important et représente une contrainte importante sur le plan opérationnel. La faiblesse des armées du G5 Sahel, en particulier de celle du Mali – « l'homme malade » de la région, pour reprendre l'expression de nos diplomates – reste préoccupante. Nous devons aussi être vigilants à l'égard des groupes armés transnationaux qui pourraient se fédérer sous la bannière de l'islamisme, sachant que l'appartenance ethnique reste un déterminant

important aujourd'hui, qui transcende les frontières. J'ajouterai que les armées locales sont encore sous-équipées à ce jour et souffrent de l'absence de culture de maintien en condition opérationnelle. Nous pensons que nous avons un rôle à jouer dans ce domaine, par la formation de mécaniciens. Un dernier point de vigilance est lié au risque d'épuisement sur des fronts multiples compte tenu du nombre de pays concernés par cette situation de crise.

Nous avons visité deux bases militaires françaises, l'une à Niamey, au Niger, l'autre à Gao, au Mali. La base aérienne projetée (BAP) de Niamey fait la taille d'une petite ville. La ressemblance ne se mesure pas qu'à cette aune, au point que je dirais même que son chef de corps est l'équivalent d'un maire. L'ensemble des sujets auquel il est confronté forme une liste surprenante. Le développement de la base suscite en effet des questionnements aussi bien sur la gestion des déchets que sur l'approvisionnement en énergie. C'est dire combien les compétences de nos chefs militaires doivent être étendues et nous ne pouvons que constater que la formation des officiers français correspond bien à ces besoins. Elle leur confère aussi bien une capacité à entretenir des relations avec de nombreux interlocuteurs locaux qu'à maîtriser les enjeux du développement d'une base. En l'occurrence, la BAP de Niamey est un véritable pôle logistique qui fonctionne 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Pour illustrer mon propos, je précise que la BAP de Niamey a accueilli en 2017 près de 6 000 tonnes de fret, soit la moitié du trafic de l'aéroport de Bordeaux, plus de 7 000 mouvements d'aéronefs, soit le trafic de l'aéroport de Nantes, et plus de 4 500 passagers, soit 80 % des relèves de Barkhane. La BAP de Niamey est aussi un pôle de rayonnement local. Au plan économique, elle représente près de 11 millions d'euros par an de contrats locaux, qui permettent de diffuser une certaine richesse alentours, et 35 millions d'euros par an d'achats de carburant, qui en font le premier consommateur national, avant l'aéroport international de Niamey. La BAP organise aussi des actions civilo-militaires, comme je l'ai précédemment évoqué.

La BAP est enfin un outil de combat dont nous avons pu voir plusieurs capacités au cours de notre séjour. Entre autres : des capacités de renseignement avec 4 drones, un C160 Gabriel, et un ATL2 de la marine nationale, ce qui peut paraître assez curieux, mais s'avère somme toute cohérent avec ces grandes étendues désertiques, semblables à une mer, où les techniques de renseignement sont, somme toute, comparables. La capacité d'intervention repose sur deux Mirage 2000D et deux Mirage 2000C. Enfin, la capacité de projection s'appuie sur un Boeing C135, deux Transall C160, et un CASA CN 235 MEDEVAC à Gao.

Je voudrais juste faire un focus sur le drone MQ-9 *Reaper* de General Atomics que nous avons pu voir, avec son équipage. Je rappelle que la doctrine française est d'avoir toujours un homme dans la boucle et des équipages physiquement présents sur les théâtres d'opérations. Nous avons eu la chance de discuter avec cet équipage, composé de quatre opérateurs : un pilote à distance, un opérateur capteur, un officier de renseignement et un opérateur image.

Les perspectives pour 2019 sont marquées par l'armement des drones *Reaper*, qui confèrera à la force Barkhane beaucoup plus d'efficacité et surtout de rapidité, et le remplacement des C135 par des MRTT et des C160 par des A400M et des C130J.

Sur la plateforme opérationnelle désert (PfOD) de Gao, nous avons aussi pu voir différents groupes tactiques « désert » (GTD) :

– le GTD aérocombat, composé de personnels du 1^{er} régiment d'hélicoptères de combat (1^{er} RHC), qui a présenté un hélicoptère d'attaque Tigre et un hélicoptère de manœuvre Caïman ;

– le GTD infanterie, composé de personnels du 2^e régiment étranger de parachutistes (2^e REP) et du 2^e régiment étranger d’infanterie (2^e REI) ;

– le groupement des commandos parachutistes (GCP) composé d’éléments du 2^e REP et appuyé par le 17^e régiment du génie parachutiste (17^e RGP) et du 35^e régiment d’artillerie parachutiste (35^e RAP) ;

– le GTD blindés, issu du 1^{er} RHC, qui a présenté un AMX 10 RC ;

– le groupement de recherche multicapteurs (GRM), qui explore dans la profondeur le terrain situé derrière les lignes ennemies, équipé d’ordinateurs portables « durcis » qui résistent aux tempêtes de sable et du mini-drone *Black Hornet*.

Par ailleurs, nous avons eu l’occasion d’échanger avec des chefs de détachements étrangers : le chef du détachement britannique – les pilotes des *Chinook* que j’évoquais plus tôt – et le chef du détachement estonien, à Gao, ainsi que le chef du détachement allemand, à Niamey, qui assure notamment des formations en génie civil sur place.

La mission a aussi permis de rencontrer des autorités locales. Les échanges avec nos homologues ont été fructueux et nous avons particulièrement apprécié leur présence dès notre arrivée à l’aéroport, qui restera un beau souvenir pour chacun d’entre nous. Nous avons rencontré M. Ousseini Tinni, le président de l’Assemblée nationale du Niger, et M. Hamma Assah, le président de la commission de la Défense et de la sécurité, en présence de plusieurs membres de cette commission. Par ailleurs, nous avons aussi échangé avec le colonel Yacouba Sanogo, le chef des forces maliennes à Gao.

Lors de notre séjour, nous avons pu mesurer les effets d’un environnement hors normes sur les hommes et les matériels.



Vous le voyez sur la diapositive derrière moi, avec ces photos de pneus endommagés. Nous avons visité un atelier, à Gao, uniquement consacré au changement de pneus de véhicules qui partent en mission. C'est impressionnant. C'est une usine qui tourne 24 heures sur 24 avec du personnel qui travaille dans des conditions difficiles. C'est en effet une activité très physique et il fait chaud. L'état des pneus fait prendre conscience de la nécessité d'avoir une logistique efficace.

Cet environnement est aussi difficile pour les personnels. Les températures oscillent entre 40 et 60 degrés Celsius pendant plus de six mois dans l'année.



La consommation d'eau indispensable à chaque homme est de dix litres d'eau par jour pour une activité normale. Mais dès que les personnels partent en mission avec des charges de 40 voire 60 kilos, notamment du fait du poids des munitions et des gilets pare-balles, les besoins d'eau augmentent. Le sable et la poussière sont omniprésents, dès qu'il y a des mouvements. Le bruit est incessant, du fait des opérations. Il y a continuellement des allers-et-retours, des mouvements d'hélicoptères et d'avions qui alimentent ce bruit constant.

Le service de santé des armées est évidemment très présent à travers un dispositif que je voudrais vous rappeler brièvement.



Ce qu'on appelle le Rôle 1, ce sont en fait des combattants sur le terrain qui assurent la prise en charge des blessés avec leur formation de secouristes. Parfois, il s'agit d'infirmiers ou d'auxiliaires sanitaires spécialisés, au sein des groupes de combat, qui peuvent procéder aux premiers gestes. Une fois ceux-ci réalisés, le personnel est évacué sur le Rôle 2, l'équivalent des urgences à proximité du théâtre d'opérations. Le Rôle 3 est quant à lui un hôpital de campagne avec des spécialités de réanimation, de la chirurgie, un plateau complet. La France a un savoir-faire spécifique en la matière. Après un passage en Rôle 3, le personnel peut être évacué vers le Rôle 4, qui correspond à un hôpital militaire sur le territoire national.

Je laisserai mes camarades compléter...

M. le président. Camarades ? J'espère que cela ne va pas gêner, Monsieur Chassaigne ici présent ! (*Sourires*)

M. Jean-Michel Jacques. Oui, mes collègues plutôt !

M. André Chassaigne. Camarades, oui, ou compagnons de route... (*Sourires*)

M. Jean-Michel Jacques. Compagnons, voilà ! Oui, en parlant de la mission, j'en viens à parler de « camarades » mais c'est pour vous dire la bonne entente qui a régné pendant ces trois jours et le rapport de camaraderie que nous avons pu avoir avec les militaires qui nous ont accueillis.

J'en reviens au service de santé des armées, très présent, avec un plateau technique qui, comme vous pouvez le voir sur la diapositive derrière moi, était très conséquent et qui organisait des entraînements très réguliers pour faire face aux urgences.



Nous avons aussi rendu hommage aux soldats tombés au Mali devant le monument consacré aux militaires français morts en opérations. Depuis le début des opérations, vingt soldats sont morts au Mali. Après ce moment de recueillement, nous avons aussi eu une pensée pour tous ceux qui sont revenus meurtris dans leur chair – les blessés – et toutes ces familles, ces parents, ces frères, ces épouses et époux, qui ont perdu l'un des leurs. Nous y penserons certainement lors de nos commémorations du 11-Novembre en circonscription, cette date étant bien sûr l'occasion de célébrer cette année le centenaire de l'armistice de la Première guerre mondiale, mais c'est aussi un jour de mémoire pour nos soldats morts en opérations extérieures.

Cette mission nous a enfin permis de nous enquérir des améliorations de la condition militaire à venir, à Niamey comme à Gao. Conformément à la loi de programmation militaire (LPM) que nous avons tous ici suivie de près, des livraisons de plusieurs équipements sont prévues. Je pense notamment aux gilets pare-balles de nouvelle génération, aux nouveaux fusils d'assaut HK 416F, à des treillis ignifugés, aux lunettes balistiques et aux gants de combat, mais aussi à des drones, des drones tactiques, des mini-drones, des nano-drones, etc. De nouvelles infrastructures sortiront bientôt de terre à Niamey. Il faut citer un nouveau parking aérien annoncé par la Chancelière allemande à l'Union africaine en juillet 2018 mais aussi une nouvelle zone de vie franco-allemande – et on peut apprécier à quel point la proximité entre les soldats de ces deux nations est forte ; d'ailleurs il n'y aura même plus de clôture entre les secteurs français et allemand –, ainsi qu'un complément des capacités d'hébergement avec plus de logements « en dur ». Au début d'une projection, les soldats sont naturellement logés en campements de toile et au fur et à mesure, des logements « en dur » sont bâtis. C'est très important. Nos soldats doivent pouvoir se reposer dans des endroits climatisés – les toiles de tentes sont certes climatisées – mais offrant aussi une meilleure protection contre le bruit environnant. Le chef de corps nous a expliqué que les armées veillaient à ce que ces constructions puissent être réutilisées par les populations locales après leur départ et leur être profitables. Parmi les améliorations à venir, je cite également le

doublément des capacités de stockage du carburant, d'ici la fin de 2019, indispensable compte tenu des flux aériens sur la BAP. Par ailleurs, nous pouvons constater une consolidation des coopérations avec les États-Unis, l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, le Canada.

Mes chers collègues, j'arrive au terme de ma présentation succincte – je m'excuse d'ailleurs si j'ai été trop long, l'idée de cet exercice étant aussi de laisser la parole à chacun d'entre vous. Je tenais à remercier chaleureusement les collègues qui ont participé à cette mission pour leur implication et leur bienveillance. Je souhaite aussi remercier le général Frédéric Blachon, commandant de la force Barkhane, le général Louis Péna, commandant de la brigade aérienne des opérations à Lyon, commandant du *Joint Force Air Component* (composante Air de la force interarmées), le colonel Patrice Morand, commandant de la base aérienne projetée de Niamey, le colonel Olivier Vidal, commandant de la plateforme opérationnelle désert de Gao, ainsi que tous les officiers, sous-officiers et soldats qui nous ont accueillis avec générosité et nous ont impressionnés par leurs qualités tant humaines que techniques. Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le président. Merci pour cette communication complète et instructive, ainsi que pour les quelques pistes de conclusion émises au nom de cette délégation. Il y a quelques questions, mais avant, les membres de la délégation souhaitent-ils compléter cette présentation ?

M. Claude de Ganay. Je tiens à saluer l'exposé ; il est très complet et il rend bien compte de ce que nous avons vu sur le terrain, de l'ambiance qui régnait entre les membres de la délégation et du bon accueil qui nous a été réservé. J'ajouterai un point sur le service de santé des armées. Le plateau médical qu'a évoqué notre collègue accueille aussi des civils maliens. Bien sûr, les militaires blessés sont prioritaires, mais il y a aussi un service rendu à la population, qui en a bien besoin.

M. le président. C'est un ajout essentiel, effectivement, car à chaque fois que sont déployés des équipements sanitaires ou médicaux en opération, c'est aussi pour accueillir les populations locales et répondre à leurs besoins.

M. Claude de Ganay. J'ajoute que l'enlèvement d'un prêtre italien au Niger, à proximité de la frontière burkinabé, lorsque nous étions sur place, pourrait conduire l'Italie à s'engager à nos côtés. Je ne sais pas, d'ailleurs, où en sont ces réflexions, mais cela montre que d'autres pays s'impliquent dans cette zone.

Mme Patricia Mirallès. Je tiens à remercier toutes les personnes qui ont rendu cette mission possible, ainsi que les commandants des groupes tactiques qui étaient avec nous – ainsi que les chefs allemand, estonien, britannique, etc. – et, surtout, tous nos soldats. Ces derniers ont été touchés que l'on s'intéresse à eux. Au-delà de la lutte contre le terrorisme, ils peuvent transmettre à la population locale, et notamment aux jeunes, d'importants messages. Nous avons rencontré une partie de nos consœurs et de nos confrères nigériens et il est manifeste que le peuple africain pleure le départ de ses enfants. Nos militaires sont conscients de cette situation, et il leur importe de former cette jeunesse pour éviter qu'elle ne quitte son pays. Nous avons d'ailleurs rencontré un jeune homme embauché à la restauration, sur une de nos bases ; il était fier de travailler là et de partager avec les soldats les valeurs françaises.

Les soldats se sont dits heureux des mesures prises dans le cadre de la loi de programmation militaire et du « plan famille ». À ce titre, ils ont mentionné la qualité des gilets pare-balles et l'amélioration du réseau Wi-Fi qui leur permet d'échanger avec leurs familles. Si leurs conditions de vie sont difficiles – mon collègue a évoqué la chaleur, la poussière –, nos soldats sont bien protégés ; la chaîne des soutiens s'attache à les rendre les moins vulnérables et aussi opérationnels que possible.

M. Philippe Michel-Kleisbauer. Je tiens à souligner l'amitié qui a régné entre les membres de la délégation, et je vous invite à voyager avec Claude de Ganay quand vous pourrez parce qu'il a été un exceptionnel liant entre nous ! (*Sourires*) Pour revenir sur l'aspect médical, je souhaiterais évoquer la question du stress post-traumatique et de sa prise en charge « post-Rôle 4 ». S'il y a eu, par le passé, des erreurs liées à un suivi insuffisant, aujourd'hui, l'Institution nationale des Invalides envoie des psychologues ou des psychiatres auprès des blessés qui doivent faire l'objet d'une intervention lourde. Ils interviennent sur le théâtre d'opération (Rôle 2) ou dans les hôpitaux parisiens (Rôle 4), afin d'accompagner les blessés à leur réveil – qui sera douloureux compte tenu des séquelles qui peuvent résulter d'une blessure lourde.

M. Philippe Chalumeau. Merci pour cet exposé complet. Je salue également toute la commission pour le travail qui a été fait. À notre arrivée, le général Blachon a évoqué quatre défis que devait relever le G5 Sahel :

– un défi ethnique, qui est particulièrement important, du fait des tensions entre le Sud et le Nord, des volontés sécessionnistes, du tracé arbitraire des frontières, du rôle de l'Algérie, etc. ;

– un défi démographique colossal : une femme a en moyenne sept enfants dans cette région et, alors que ces pays comptent entre 18 et 22 millions d'habitants aujourd'hui, leur population à eux cinq pourrait atteindre 200 millions d'habitants dans vingt ans, ce qui posera évidemment des difficultés alimentaires ;

– un défi économique, car il s'agit de pays qui comptent parmi les plus pauvres du monde ;

– et un défi salafiste, qui se développe sur ce terreau.

Nos militaires sont bien conscients de tout cela. J'ai pu constater l'excellence de la mission, dont le périmètre est précis, notamment en matière de coopération avec les armées locales. Il y a également une forme d'altruisme et d'humanité dans l'engagement de nos forces, et je crois que l'on peut les saluer pour cela.

Nous avons rencontré l'ambassadeur français auprès G5 Sahel, qui a souligné la volonté d'accélérer le processus de reconstruction et d'aide au développement en mobilisant des groupes bancaires, en profitant des coopérations internationales. Cette coopération internationale est bien organisée et cette Alliance Sahel qui appuie l'opération Barkhane est de plus en plus efficace. Il faut également le souligner.

L'hôpital de Gao est assez exceptionnel : outre un scanner flambant neuf et un laboratoire, il faut citer l'organisation logistique, très efficace. Lors de notre visite, des chirurgiens opéraient un Malien qui avait reçu une balle dans la hanche, par une température

de 45 degrés. Tout cela est assez extraordinaire. En somme, la logistique de toute l'armée française est assez exceptionnelle.

M. Louis Aliot. La France exerce cette mission avec beaucoup d'humanité. Les populations de cette région ont d'ailleurs un attachement à la France. J'ai été marqué par le récit de la fête nationale au Tchad, où ce sont les anciens combattants français – médailles pendantes – qui sont le « clou du spectacle ». Je retiens leur sincère attachement à la France. Plus inquiétant, nous avons appris que l'hélicoptère Tigre pouvait être dangereux en mission. Les ruptures de rotors à l'arrière sont chroniques, et quarante pare-brises ont été brisés en deux ou trois mois. C'est colossal. Le manque de soutien d'Airbus sur ce sujet est coûteux et inquiétant. Voilà ce que j'ai retenu.

M. le président. Oui, en effet. Notre collègue Jean-Michel Jacques m'en a fait part au retour de la mission et ces informations ont été transmises à qui de droit.

M. Jacques Marilossian. Avant tout, merci à nos collègues pour le compte rendu de leur déplacement. Je souhaite leur poser deux questions. La première concerne les prospections minières dans la bande sahélo-saharienne. Chacun connaît les mines d'uranium mais il semblerait que, depuis 2014, la prospection de l'or s'intensifie, charriant un flux important d'orpailleurs clandestins et modifiant les équilibres sociaux-économiques. Cette question a-t-elle été évoquée par nos militaires au cours de votre déplacement ? Deuxièmement, j'ai entendu dire que pour opérer nos drones *Reaper*, nous devons recourir à des opérateurs civils de l'entreprise General Atomics, et ce dans l'attente de la formation de pilotes français aux États-Unis. Qu'en est-il exactement ?

Mme Françoise Dumas. C'est avec beaucoup d'émotion que j'ai écouté votre présentation car j'ai eu l'opportunité, l'an dernier, de me rendre Gao entre Noël et le jour de l'An. J'ai ainsi eu la chance, et l'honneur, de vivre trois jours en immersion complète auprès de nos soldats. Il est donc intéressant de pouvoir partager nos expériences et de rappeler à quel point l'engagement de ces hommes et de ces femmes est exceptionnel. J'aimerais souligner l'importance des tâches logistiques, qui peuvent prendre énormément de temps, comme des actions de maintenance et de réparation. Ces tâches, plutôt ingrates, les rendent par ailleurs assez vulnérables. Lorsque j'y étais, ils ont ainsi préparé un convoi qui a subi une attaque par la suite, au cours de laquelle nous avons compté de nombreux blessés, dont le médecin du Rôle 1.

Ma question porte sur les conditions de vie des militaires, au quotidien. Avez-vous le sentiment que des progrès ont été réalisés au cours des derniers mois ? La base est en construction permanente et, lorsque je m'y étais rendue, l'on sentait que des améliorations pouvaient être apportées – je pense notamment aux cuisines. C'est important car, lorsque l'on est déployé quatre mois sur une base, disposer d'une connexion Wi-Fi qui fonctionne et pouvoir manger des repas chauds et des produits frais n'est pas anodin.

Enfin, je souligne l'importance de l'aide médicale apportée aux populations locales, qui permet à nos forces de rester à leur contact.

M. Laurent Furst. Ceux d'entre nous qui ont la chance d'être inscrits à l'Institut des hautes études de défense nationale cette année ont régulièrement l'occasion d'échanger avec des militaires revenant d'un déploiement en OPEX. Je tiens ici à souligner combien ils sont fiers de servir la Nation ; cette fierté, nous la ressentons aussi chez les militaires d'origine

étrangère. Leur témoignage est toujours éclairant à ce sujet. Nous devons leur en être reconnaissants, et surtout être fier de nos armées, de la plus haute hiérarchie, que nous avons souvent l'occasion de rencontrer en ces murs, aux jeunes militaires qui sont, il faut le dire, tout à fait remarquables.

Les OPEX sont conduites contre un adversaire dont vous n'avez que peu parlé. Leur conduite génère un surcoût financier important – près de 1,1 milliard d'euros. Dès lors je me demandais si, à l'issue de ce déplacement, vous étiez capables de définir les perspectives de cette opération. Selon vous, sommes-nous engagés à moyen, long ou très long terme ?

Enfin, si Monsieur le président le permet, j'aimerais rappeler que le 11-Novembre commémore également le rattachement de l'Alsace-Moselle au territoire national, ce qui représente tout de même près de cinq pourcents de la population française. Merci à tous de ne pas l'oublier.

M. André Chassaigne. Je tiens d'abord à saluer la qualité du rapport de notre camarade Jean-Michel Jacques, utilement complété par les témoignages de ses compagnons de route ! Cela nous enlève tout regret de ne pas avoir participé tant on a l'impression d'y être allé sans y être ! (*Sourires*) Ma question, à laquelle la belle voix occitane de Patricia Mirallès a en partie répondu (*Sourires*), porte sur la nature des relations entretenues entre les militaires déployés et leurs familles. Pouvez-vous m'en dire plus sur la manière dont les choses s'organisent ?

M. Joaquim Pueyo. En entendant la présentation de notre vice-président, je me suis remémoré la mission que j'avais, moi-même, effectuée au Mali il y a deux ans. Mes impressions étaient d'ailleurs assez semblables à celles dont vous nous avez fait part aujourd'hui. Je souhaiterais vous interroger sur deux points.

Premièrement, qu'en est-il de la coopération ? Vous avez mentionné l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Belgique, les États-Unis et le Canada. Pourriez-vous nous en dire davantage notamment d'un point de vue capacitaire ?

Deuxièmement, quelle est votre appréciation de l'action de la mission européenne de formation au Mali (EUTM Mali) ? Je rappelle que la France prend toute sa part à cette mission, dont le siège se trouve à Bamako. Permet-elle de former de manière efficace les militaires maliens, dans la mesure où l'objectif initial était de permettre au Mali d'être en mesure d'assurer de manière autonome sa défense.

Mme Séverine Gipson. Merci, chers collègues, d'avoir partagé avec nous votre expérience. Au cours de votre présentation, vous avez évoqué, Monsieur Jacques, la situation du soldat, en général. Mais au vu de votre expérience, pouvez-vous nous en dire plus sur la manière dont les femmes sont perçues au sein de la force Barkhane ?

M. Jean-Louis Thiériot. J'aurai trois questions. D'abord, vous avez mentionné nos alliés, notamment les forces allemandes. Nous savons tous que les règles d'engagement des forces allemandes sont très différentes de celles suivies par les forces françaises, notamment du fait de la notion de « citoyen en uniforme ». Quel est votre regard sur notre coopération ? Est-elle parfois un frein à l'engagement opérationnel ? Ensuite, avez-vous pu mesurer l'ampleur des difficultés récemment constatées au centre du Mali, région encore jusqu'à récemment considérée comme stable ? Enfin, en lien avec l'intervention de Monsieur Furst,

quel est votre avis sur la sortie d'intervention ? Un certain nombre de débats ont surgi ces derniers temps sur les liens, formels ou informels, que les forces françaises auraient pu nouer avec certains groupes armés ou autonomes qui se seraient ralliés. Qu'en est-il ?

Mme Sabine Thillaye. Ma question porte sur le risque d'épuisement de nos soldats que vous avez évoqué tout à l'heure. Nous avons voté une LPM « à hauteur d'homme ». Quelles sont les actions entreprises pour gérer cet épuisement sur le terrain ?

M. Jean-Michel Jacques. Merci à tous pour ces questions nombreuses, auxquelles je tenterai de répondre le plus précisément possible, parfois avec l'aide de mes collègues ayant effectué ce déplacement.

Monsieur Marilossian a évoqué la question de l'orpaillage et des ressources financières qu'une telle activité pouvait créer. Cela illustre parfaitement le fait que, dans ce que je qualifierais de certains bassins de vie, une activité de trafic, qu'il s'agisse de trafic humain, de trafic d'armes ou d'orpaillage, peut constituer une opportunité économique. De telles activités prospèrent très rapidement car, dans certaines zones, nous nous trouvons face à des États faillis ou, du moins, une absence de représentation de l'État. Il s'agit d'un problème identifié, qui sera traité au fil de la remontée en puissance de nos partenaires africains lesquels progressivement, reprennent possession de leurs territoires.

Concernant la formation des pilotes en général, je sais que le faible niveau de disponibilité des matériels a en effet pesé sur les temps de formation et d'entraînement. Je ne suis pas en mesure de vous fournir de réponse aujourd'hui pour les pilotes de drones *Reaper* mais je me renseignerai et vous ferai parvenir les éléments correspondants.

Madame Dumas, vous m'avez demandé si les conditions de vie s'amélioreraient. La réponse est oui. C'est notamment perceptible lorsque l'on voit les travaux en cours. En visitant les bases, nous avons quasiment fait de la géologie puisque l'on distingue différentes traces, certains matériels datant de plusieurs années. Aujourd'hui, il existe de nombreux bâtiments « en dur ». Il est néanmoins logique que de tels bâtiments ne soient pas construits dès le début d'une opération. En effet, lorsqu'une opération est lancée, on n'en connaît pas la durée et l'on commence par déployer des toiles de tentes, climatisées, avant que l'on édifie des constructions en dur.

S'agissant du rôle du service de santé des armées, un grand nombre d'actions de nature civilo-militaires sont en effet conduites et l'aide médicale aux populations est importante autour des bases françaises, permettant aussi une meilleure connaissance réciproque.

À mon camarade Laurent Furst, je dirai d'abord qu'en tant que mosellan, je partage son attention quant à la signification du 11-Novembre pour les populations d'Alsace-Lorraine, très fières d'être redevenues françaises il y a cent ans. Mais qu'en est-il de notre adversaire ? Il est en effet difficile de le définir car il s'agit d'un adversaire aux multiples visages, qui peut changer d'un point du théâtre à un autre. L'adversaire est aussi lié aux trafics. Parfois il s'agit d'un adversaire islamiste, parfois d'un chef de guerre dont l'objectif est simplement d'accroître son influence sur une zone, notamment au travers de certains trafics, d'armes ou autres. Votre deuxième question portait sur la durée de notre engagement. Commençons par rappeler les objectifs car, lorsque l'on parle d'une mission, c'est là l'essentiel. Le premier objectif de l'opération Barkhane était de réduire la menace terroriste pour qu'elle ne soit plus

en mesure de progresser. On peut le dire, et je crois même qu'il faut le dire, nos soldats ont réussi leur mission en la matière. À ce jour, les groupes terroristes constitués ont été neutralisés et, s'ils se reconstituent, seront identifiés rapidement et de nouveau neutralisés. Néanmoins, nos partenaires africains ont besoin de monter en compétence et de conforter leurs forces armées afin de reprendre le contrôle de l'intégralité de leurs territoires. Cela ne se fera pas en un jour ! Ils ont besoin de nous, et demandent l'aide de la France. En conséquence, nous ne quitterons pas le Sahel demain ou l'an prochain. Mais dans dix ou quinze ans ? Je serais bien incapable de vous répondre tant il nous faudra compter sur une conjonction de facteurs. La première étape est de s'assurer que les États africains soient en mesure de contrôler leurs territoires et de neutraliser d'éventuels groupes terroristes qui se reconstitueraient.

En réponse à André Chassaing, les progrès d'Internet et les améliorations apportées aux connexions Wi-Fi ont grandement simplifié les relations entre les militaires et leurs familles. Néanmoins, je soulignerais que nos soldats sont parfaitement conscients de la nature de leur mission. Ils ne sont pas déployés pour simplement exercer un métier à l'autre bout de la planète, mais bien pour remplir leur mission. Eux-mêmes limitent, de leur propre chef, les informations dont ils font part à leurs familles. Ils sont ainsi investis d'un devoir de réserve et de discrétion. En somme, Internet permet un flux rapide et quotidien, mais responsable. L'emploi du téléphone est bien sûr possible, mais les conversations téléphoniques sont par ailleurs facilitées par des applications comme Skype.

M. Pueyo s'est interrogé sur les effets de la coopération européenne, et notamment en matière de formation des militaires au Mali. On constate une véritable montée en compétences des forces maliennes. Plusieurs d'entre nous ont d'ailleurs interrogé nos interlocuteurs à Gao à ce sujet. Historiquement, l'armée malienne a pu s'appuyer sur des officiers bien formés. D'après ce que l'on nous a dit, c'est l'échelon des sous-officiers qui a besoin d'être conforté. Les partenariats européens permettent d'opérer ce renforcement, et je tiens à souligner son importance car, au combat, les sous-officiers sont fortement mobilisés et la qualité de leur formation est un gage d'efficacité de l'intervention. Il y a donc des raisons d'espérer pour l'avenir.

J'en viens à présent à la question de Mme Gipson. Sur le terrain, la question de la place des femmes ne se pose plus. Je ne sais pas bien comment expliquer clairement les choses car, pour beaucoup, il est impossible que les différences soient ainsi estompées, ne serait-ce qu'en raison de la force physique par exemple. Je comprends ces *a priori* mais, en fait, la mixité ne pose aucun problème au sein des patrouilles comme des sections. Le personnel féminin a toute sa place et remplit merveilleusement bien les missions qui lui sont confiées, comme l'ensemble de nos soldats.

M. Thiériot a relevé la différence de culture militaire entre les forces allemandes et les forces françaises. Aujourd'hui, j'insisterai avant tout sur la complémentarité de nos forces. Les règles d'engagement des forces allemandes sont connues et, en conséquence, les missions qui leur sont confiées y sont conformes. De plus, les forces allemandes disposent de compétences spécifiques, que nous ne maîtrisons pas aussi bien qu'elles, déjà parce que nous ne pouvons pas être les meilleurs dans tous les domaines ! En revanche, je retiens de mes échanges avec les militaires allemands qu'ils aimeraient, parfois, pouvoir faire plus en tant que militaires. S'agissant de la région des lacs, on constate effectivement un regain de tensions, tant en raison de la situation géographique de cette zone que d'une recrudescence de

divers trafics. Nous recourons notamment aux moyens de la diplomatie pour préciser les conditions de notre intervention et entretenons des relations avec les différentes ethnies en présence afin d'éviter la constitution d'un nouveau front terroriste.

Enfin, Mme Thillaye a souligné les risques liés à l'épuisement de nos soldats. Sans doute ai-je été imprécis dans mon propos liminaire. Pour ma part, je ne parlais pas de l'épuisement de nos soldats, qui sont déployés selon des rythmes de mission respectueux des contraintes physiologiques et permettant à nos militaires de se reposer. Bien entendu, nous avons d'ailleurs recueilli des témoignages en ce sens, il arrive que certains connaissent un coup dur ou exécutent une mission intense, imposant des nuits plus courtes par exemple. Néanmoins, les temps de repos et de permission sont calibrés pour qu'ils puissent se reposer et se préparer à combattre, le cas échéant. Je visais plutôt l'épuisement des armées locales du fait de l'ouverture de plusieurs fronts. Sur des zones très étendues, où l'on fait face à de multiples fronts, la conduite d'une opération est éreintante à plusieurs titres ; elle demande un effort financier conséquent mais également une attention de tous les instants. Dans ce contexte, nos partenaires africains poursuivent leur remontée en puissance et sont également confrontés à leurs propres enjeux de développement. Il nous faut donc demeurer vigilant face à ce risque d'épuisement. La solidarité internationale me semble être une solution idoine pour le prévenir.

M. Philippe Michel-Kleisbauer. Permettez-moi de revenir un instant sur la place et le rôle des femmes au sein de nos forces. Nous nous sommes posés à Ménaka, tôt le matin, pour évacuer une section de hussards de Tarbes. Il s'agit d'une opération délicate dans la mesure où l'on se pose sur une piste sommaire, protégée par des blindés, à un moment où les militaires sont prêts à embarquer dans le Transall par la porte arrière, et ne sont donc plus en situation de réaliser une action de feu. Il s'agit donc d'un moment de vulnérabilité. Eh bien, c'est une femme qui coordonnait cette manœuvre. Cet exemple témoigne du fait que les femmes sont autant considérées que les hommes s'agissant de l'emploi opérationnel. Nous avons pu le constater sur le terrain.

Mme Patricia Mirallès. Nous avons en effet rencontré de nombreuses femmes lors de notre déplacement. Voilà ce qu'elles nous disent : « je ne suis pas une femme, je suis un soldat ». Elles ne souhaitent pas que des différences soient faites. Pour ma part, je tiens à relever que l'on parle de femmes, mais qu'elles sont souvent aussi mères et qu'elles laissent des familles derrière elles. Quatre des dix mécaniciens intervenant sur les Mirage que nous avons rencontrés étaient des femmes. En échangeant avec les mécaniciens, les hommes nous ont dit que la présence des femmes était essentielle car elles avaient une finesse et une expertise qu'ils ne parvenaient pas à acquérir.

Pour conclure, je tiens à vous dire que cette année, au moment d'adresser des colis de Noël à nos soldats, j'ajouterai un mot car faire un chèque c'est bien, mais écrire un mot c'est mieux.

*

* *

Information relative à la commission

La commission a procédé à la désignation de membres des missions d'information suivantes :

Mission d'information relative au suivi des blessés :

– MM. André Chassaigne, Jean-Jacques Ferrara, et Joaquim Pueyo, *membres* ;

Mission d'information sur le secteur spatial de défense :

– Mme Manuëla Kéclard-Mondésir, MM. Jean-Louis Thiériot et Bastien Lachaud, *membres*.

*

* *

La séance est levée à dix heures trente-cinq.

*

* *

Membres présents ou excusés

Présents. - M. Damien Abad, M. Louis Aliot, M. Jean-Philippe Ardouin, M. Xavier Batut, M. Thibault Bazin, M. Mounir Belhamiti, M. Christophe Blanchet, M. Jean-Jacques Bridey, M. Luc Carvounas, M. Philippe Chalumeau, M. André Chassaigne, M. Gilbert Collard, M. Jean-Pierre Cubertafon, Mme Françoise Dumas, M. Jean-Marie Fiévet, M. Philippe Folliot, Mme Pascale Fontenel-Personne, M. Laurent Furst, M. Claude de Ganay, Mme Séverine Gipson, M. Jean-Michel Jacques, Mme Anissa Khedher, M. Fabien Lainé, Mme Frédérique Lardet, M. Guillaume Larrivé, M. Jean-Charles Larsonneur, M. Jacques Marilossian, Mme Sereine Mauborgne, M. Philippe Michel-Kleisbauer, Mme Patricia Mirallès, M. Joaquim Pueyo, M. Jean-Louis Thiériot, Mme Sabine Thillaye, Mme Nicole Trisse, M. Charles de la Verpillière

Excusés. - M. François André, M. Pieyre-Alexandre Anglade, M. Florian Bachelier, M. Olivier Becht, Mme Aude Bono-Vandorme, M. Sylvain Brial, Mme Carole Bureau-Bonnard, M. Alexis Corbière, Mme Marianne Dubois, M. Olivier Faure, M. Richard Ferrand, M. Jean-Jacques Ferrara, Mme Manuëla Kéclard-Mondésir, M. Loïc Kervran, M. Jean-Christophe Lagarde, M. Didier Le Gac, M. Gilles Le Gendre, M. Thierry Solère, Mme Laurence Trastour-Isnart